



– Les Nouvelles d'International IDEA – Automne 2001

International IDEA | La démocratie en marche

Démocratie et conflits profondément enracinés : Les défis de la Colombie

[Archives des
Nouvelles](#)

[English](#)
[Español](#)

**Démocratie et conflits
profondément enracinés :
Les défis de la Colombie**

Bienvenue
Focus
Opinion
Sur le Terrain
En Action
Transitions
Publications
IDEA sur le Web

Democracia
y Conflictos
Profundamente
Arraigados:
Opciones para la
Negociación

Serie Manuales

← page précédente | page suivante →

International IDEA

Tel: +46 8 698 3700, Fax: +46 8 20 24 22

E-mail: info@idea.int

International IDEA, Strömsborg, S-103 34 Stockholm, Sweden

À
propos
du site



- Les Nouvelles d'International IDEA - Automne 2001

International IDEA | La démocratie en marche

PUBLICATIONS

PUBLICATIONS RECENTES

Democracy and deep-rooted conflict (La démocratie et les conflits profondément enracinés) - édition espagnole

International IDEA a publié récemment une édition espagnole de son manuel intitulé [*Democracy and Deep-rooted Conflict : Options for Negotiators*](#).

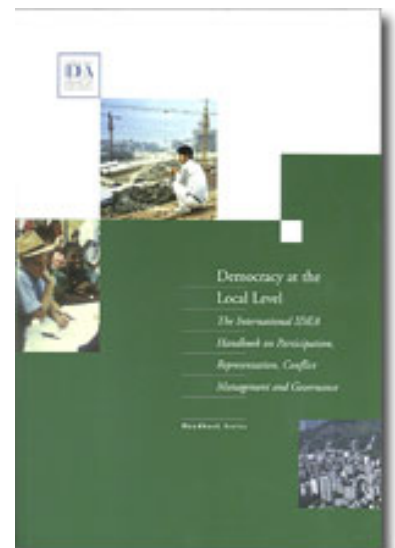
Cette nouvelle édition, intitulée *Democracia y Conflictos Profundamente arraigados. Opciones para la Negociación* n'a pas seulement été traduite de l'édition originale en anglais, mais elle a également été actualisée et régionalisée, en incorporant des études de cas et des analyses latino-américaines.



Contact: [Daniel Zovatto](#)

Democracy at the local level (La démocratie au niveau local)

International IDEA a récemment lancé sa nouvelle publication, *Democracy at the local level - International IDEA's Handbook on Participation, Representation, Conflict Management and Governance (La démocratie au niveau local - Manuel d'International IDEA sur la participation, la représentation, la gestion des conflits et la gouvernance)*. Cet ouvrage est disponible sur Internet sur www.idea.int



Contact: [Igor Koryakov](#)

- [Bienvenue](#)
- [Focus](#)
- [Opinion](#)
- [Sur le Terrain](#)
- [En Action](#)
- [Transitions](#)
- [Publications](#)
- [IDEA sur le Web](#)

IDEA's for democracy 2000/2001 (Des ID ... EES pour la démocratie 2000/2001)

Le Rapport annuel de l'Institut pour 2000/2001 est disponible sur Internet à www.idea.int

Contact: [Mark Salter](#)

Recherche de rapports

Soutenu par International IDEA, le projet intitulé *South Eastern Europe - New Means for Regional Analysis (Europe du Sud-est : de nouveaux moyens pour l'analyse régionale)* vient de finaliser son premier cycle de recherche qualitative portant sur douze pays et/ou territoires situés sur la péninsule des Balkans. Un rapport préliminaire sur ses constatations est disponible et il sera bientôt sur Internet sur www.idea.int

Contact: [Martin Ängeby](#)

Publications A Venir

State of democracy (Etat de la démocratie)

The International IDEA Handbook on Democracy Assessment, (Manuel international IDEA sur l'évaluation de la démocratie), guide solide et nuancé destiné à évaluer la qualité de la démocratie et des droits de l'homme dans n'importe quel pays du monde, sera publié dans le courant de l'année par Kluwer Law International. [Read more...](#)

Contact: [Patrick Molutsi](#)

Voter Turnout since 1945 (Participation électorale depuis 1945)

Une version actualisée de la publication consacrée par International IDEA à la participation électorale sera publiée au début de 2002. [Read](#)

[more...](#)

Contact: [Maria Gratschew](#)

Funding of Parties and Election Campaigns (Financement des parties et campagne électorale)

Sera publié à la mi-2002. [Read more...](#)

Contact: [Maja Tjernström](#)

[← page précédente](#) | [page suivante →](#)

International IDEA
Tel: +46 8 698 3700, Fax: +46 8 20 24 22
E-mail: info@idea.int
International IDEA, Strömsborg, S-103 34 Stockholm, Sweden

À
propos
du site



- Les Nouvelles d'International IDEA - Automne 2001

International IDEA | La démocratie en marche

IDEA Sur Le Web

- [Bienvenue](#)
- [Focus](#)
- [Opinion](#)
- [Sur le Terrain](#)
- [En Action](#)
- [Transitions](#)
- [Publications](#)
- [IDEA sur le Web](#)

Forum Démocratie 2001



Les résultats et documents préparés pour le Forum Démocratie 2001 d'IDEA, et intitulés "Democracy and the Information Revolution : Values, Opportunities and Threats" (la démocratie et la révolution informatique : valeurs, possibilités et menaces) sont maintenant disponibles dans des "[Archives documentaires](#)" sur

www.idea.int. Ces archives comprennent par exemple tous les exposés, à la fois au format texte et "webcasting".

Contact: [Jimm Lerch](#)

Site sur l'égalité entre les hommes et les femmes

International IDEA est sur le point de lancer une version revue du site web sur l'égalité entre les hommes et les femmes (www.idea.int/gender). Ce nouveau site apportera les dernières informations sur l'état de la participation des femmes à la vie

Gender and Political Participation



politique dans le monde entier, et il permettra d'encourager la création de partenariats et de réseaux entre les organisations qui se consacrent à améliorer la participation des femmes à la vie politique. Outre le manuel

international édité par IDEA sur *Women in Parliament : Beyond Numbers* (Les femmes au Parlement : au-delà des nombres), ce nouveau site web proposera des informations sur divers autres sujets, tels que la question des quotas, les statistiques électorales sans séparation des hommes et des femmes, et des liens pour trouver sur le web des documents sur la législation concernant ce sujet dans le monde entier. (www.idea.int/gender).

Contact: [Julie Ballington](#)

International IDEA

Tel: +46 8 698 3700, Fax: +46 8 20 24 22

E-mail: info@idea.int

International IDEA, Strömsborg, S-103 34 Stockholm, Sweden

À
propos
du site



– Les Nouvelles d'International IDEA – Automne 2001

International IDEA | La démocratie en marche

OPINION

La démocratie numérique dans la ville du 21^{ème} siècle

par Timothy Sisk

D'Athènes à Asunción, de Singapour à Sydney, les villes du monde entier sont aujourd'hui à l'avant-garde de l'exploitation des technologies de l'information pour transformer la manière dont les gouvernements communiquent avec les citoyens. Les villes de l'aube du 21^{ème} siècle se sont avérées particulièrement compétentes pour concevoir des opportunités pour la démocratie numérique, dans laquelle on propose aux citoyens une nouvelle interface avec le gouvernement : par l'intermédiaire d'Internet. Toute ville un tant soit peu sophistiquée aujourd'hui doit avoir un grand site web, proposant directement des services et des informations à ses habitants avec un accès rapide et sans lourdeurs administratives. Mais le fait de proposer des services d'informations ne constitue qu'un volet de la prestation.

Les gouvernements locaux et les groupes de la société civile du monde entier innovent pour améliorer l'engagement des citoyens dans la prise de décisions, pour renforcer la transparence et la bonne gouvernance, et pour organiser plus efficacement les catégories sociales. Le résultat est qu'Internet permet aux autorités locales de joindre leurs électeurs en leur proposant des services, des informations et l'occasion de donner leur avis sur l'élaboration de la politique.

Le fin du fin de cette innovation est une nouvelle tendance à utiliser Internet dans les processus électoraux, en particulier le 'l-voting' (voter sur Internet). Les pouvoirs d'Internet peuvent-ils revigorer la démocratie locale en encourageant une communication efficace avec les citoyens ?

Tandis que le jury n'est pas encore concerné, de nouvelles expériences passionnantes de démocratie numérique attirent l'attention sur la capacité des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) à renforcer la démocratie locale. Des TIC puissantes offrent des possibilités pratiques pour diriger une démocratie numérique pleine de sens. Des méthodes novatrices de consultation ont déjà eu du succès; 'le l-vote' paraît inévitable dans un proche avenir, pour remplacer le vote en personne ou par courrier traditionnel. Il est évident que le changement technologique exerce un effet extraordinaire et de grande portée en ouvrant de nouvelles voies qui amélioreront la démocratie dans les villes d'aujourd'hui.

- [Bienvenue](#)
- [Focus](#)
- [Opinion](#)
- [Sur le Terrain](#)
- [En Action](#)
- [Transitions](#)
- [Publications](#)
- [IDEA sur le Web](#)

Projets pilotes

L'une des initiatives de démocratie numérique les plus innovantes est le Kalix Rådslag, un processus consultatif en ligne pour la construction d'un nouveau quartier dans cette ville suédoise du grand Nord. Afin d'obtenir la participation des citoyens à propos de choix divers, les autorités de la ville ont travaillé avec une entreprise informatique (Votia.com) pour mener un sondage systématique de l'opinion publique à l'aide d'une enquête basée sur Internet et une discussion publique. Plus de 1 200 citoyens ont participé au dialogue 'virtuel'. Le dialogue en ligne, associé à des méthodes plus traditionnelles de participation des citoyens, a mené à l'adoption d'un design très populaire pour le nouveau centre ville.

Contrairement à une opinion largement répandue, le monde en développement n'est pas condamné inévitablement au statut de 'défavorisé' dans ce qu'on désigne par le 'partage numérique'. D'après l'innovateur d'Internet Vikas Nath, le potentiel d'Internet dans les pays en développement réside dans sa capacité de transformer les sociétés grâce à la diffusion rapide et efficace des connaissances. Se basant sur une foule d'études de cas explicatifs sur l'utilisation d'Internet et des TIC (en particulier le téléphone portable) au Bangladesh, au Cambodge, au Cameroun, et dans d'autres pays, Nath et d'autres personnes ont montré comment les TIC (Technologies de l'Information et de la Communication) ont transformé radicalement les occasions dont dispose le citoyen de participer directement aux questions de gouvernance en rapport direct avec le processus de développement socio-économique.

Relier les villes ensemble

Dans d'autres régions du monde, les associations municipales ont été les concepteurs créatifs des projets de démocratie numérique au niveau local. L'Union Internationale des Autorités Locales (UIAL) est une association de représentants élus dont la mission consiste à défendre les intérêts de ceux qui sont chargés de la gouvernance municipale. Le secrétariat de l'UIAL a accumulé une large gamme d'expériences sur les défis et les opportunités auxquels les représentants élus font face lorsqu'ils mettent en œuvre les TIC dans leur rôle primordial dans le développement de la démocratie locale.

Voici quelques-unes des expériences les plus prometteuses en matière de démocratie numérique à l'heure actuelle : fournir plus efficacement des prestations publiques liées à l'information; relier ensemble les municipalités en régions, au niveau national, et par-delà les frontières internationales; établir la confiance grâce à des prises de décisions plus transparentes, par exemple en diffusant en ligne les réunions des conseils municipaux ; créer des opportunités de communication directe des citoyens avec leurs représentants élus; et créer un 'portail' ou point d'entrée centralisé où il serait facile de naviguer entre toute une gamme d'informations publiques provenant d'une myriades de services et de bureaux de la ville.

De même, l'innovateur sur Internet Steven Cliff est à l'origine d'un nouveau projet

fascinant, www.e-democracy.org. Utilisant les technologies de communication basées sur Internet pour le dialogue public en dehors des canaux officiels, et en incluant des représentants de l'ensemble de la population, Clift a contribué à établir une confiance et un engagement publics pour la gouvernance - souvent baptisée 'capital social' - au Minnesota et dans d'autres localités des Etats-Unis. Cette approche mettait l'accent sur la démocratie en tant que processus mûrement réfléchi, dans lequel les problèmes sont entièrement mis sur le tapis, les opinions prises en compte et les choix de politique explorés à fond.

Le vote en ligne

Rien n'a la capacité de transformer plus efficacement la démocratie locale que l'utilisation potentielle d'Internet pour voter. Les technologies de l'information peuvent-elles redonner un nouveau souffle à la démocratie directe par le peuple ? Si cela doit commencer quelque part, les municipalités en Suisse seront à l'avant-garde.

En 2002, le canton de Genève a été désigné pour expérimenter le premier vote obligatoire au monde - un référendum - dans lequel l'électorat a l'option de voter en ligne. L'expérience prévue a soulevé un certain nombre de questions pratiques, telles que la sécurité et la prévention des fraudes. Les résultats d'une enquête montrent que la possibilité de voter en ligne peut accroître de jusqu'à 9 % le taux de participation aux élections. Le I-vote soulève aussi un certain nombre de problèmes normatifs, tels que la question de savoir si la démocratie directe (prise de décisions par les majorités populaires) deviendra plus prévisible si les citoyens peuvent voter facilement sur certains thèmes avant la communauté. L'élection ne statuera pas seulement sur une simple question de référendum. Il permettra de savoir si le I-vote est simplement une nouvelle commodité, ou bien s'il peut transformer en profondeur la nature de la participation électorale et, par-là, la démocratie elle-même.

Recommandations

A partir de ces expériences, entre autres, des recommandations commencent à voir le jour pour aider les villes à réfléchir aux incidences que peut avoir la démocratie numérique sur l'amélioration de la gouvernance.

- **Des dirigeants dévoués sont indispensables.** Pour les autorités locales qui envisagent un processus consultatif recourant aux nouvelles technologies de l'information - telles qu'une 'commission de discussion' municipale ou 'une discussion thématique' en ligne (elle permet aux utilisateurs de commenter les remarques des autres et d'y répondre) - des dirigeants dévoués sont cruciaux. En d'autres termes, les groupes de citoyens et les habitants auxquels on a demandé de participer à ce processus doivent être profondément convaincus que leur participation sera vraiment décisive.
- **Les préoccupations des gens doivent orienter la consultation.** Un autre enseignement est que les citoyens sont plus susceptibles de participer et

d'exprimer leurs intérêts et leurs soucis lorsque les thèmes dont ils traitent sont directement liés à leur vie quotidienne. Par exemple lorsqu'on discute du processus budgétaire de la communauté, il faudrait constamment souligner avec vigueur dans quelle mesure les chiffres ont un rapport direct avec les intérêts des citoyens.

- **Il faut montrer aux citoyens que les points de vue qu'ils expriment sont réellement importants.** Si les citoyens ont le sentiment que le processus consultatif n'est pas sincère, ou que les points de vue partagés n'ont aucune importance pour la prise de décisions publiques, les efforts sont voués à l'échec. Une pratique innovante dans certaines villes consiste à affecter une partie des réunions du conseil municipal à la fourniture de réponses directes et rapides aux requêtes ou aux opinions soumises par Internet. Certaines villes ont même commencé des télédiffusions sur le web de réunions de 'mairies virtuelles'.
- **La société civile peut parfois tendre la main vers des groupes marginalisés.** Lorsque la confiance dans les autorités locales est faible, des organisations de la société civile peuvent tendre la main vers des groupes marginalisés dans la communauté. Un exemple parmi d'autres : les efforts d'utilisation de langues minoritaires sur les sites Internet pour améliorer les relations entre représentants élus et groupes minoritaires. Certaines villes des Pays-Bas - en particulier Amsterdam et La Haye - ont été témoins du succès des efforts déployés par des organisations de la communauté lorsqu'elles ont tendu la main vers les immigrants et les autres populations minoritaires.
- **Le principal obstacle pour exploiter les TIC en vue de la construction de la démocratie locale, c'est l'inégalité par rapport à l'accès.** L'accès est une condition préalable, exigeant un service plus vaste et des connaissances en informatique. Dans la plupart des pays, et particulièrement dans les pays en développement, l'accès aux services en ligne est limité à une minorité aisée. L'expérience du Andhra Pradesh en Inde montre que des efforts conjugués pour investir dans les compétences de la communauté peuvent conduire à d'importants progrès dans le développement du degré d'alphabétisation et des compétences en matière d'informatique.
- **L'apathie des citoyens est un problème auquel il faut faire face.** Les meilleures tentatives pour utiliser les technologies de l'information pour stimuler le dialogue communautaire échoueront si les questions auxquelles sont confrontés les citoyens ne les intéressent tout simplement pas. En particulier, les citoyens trouveront le dialogue en ligne inutile, voire même agaçant, s'ils ont la sensation qu'il ne s'agit que d'une conversation oiseuse, que les points de vue exprimés ne changeront rien à long terme, ou que la 'politique politicienne' l'emportera de toute façon.

Regard sur le futur

Le 21^e siècle continuera d'être le témoin d'une urbanisation galopante, en particulier dans le monde en développement. Puisque l'accès à l'informatique est de plus en plus répandu, comme au Costa Rica par exemple, la capacité des villes du monde entier à rester en contact plus efficacement et plus positivement avec la vie de leurs citoyens progresse considérablement. Développer la démocratie numérique dans les villes en expansion aujourd'hui est une voie porteuse d'espoirs de développement démocratique, offrant un véritable potentiel pour revigorer la conscience des citoyens et la participation à la prise de décisions municipales. Après tout, c'est d'abord dans les villes que la démocratie a pris naissance.

La vie urbaine moderne peut être aliénante, conduire à l'apathie et au refus de participer aux affaires de la communauté. La réponse à l'apathie est un engagement délibéré de la part des autorités locales et des dirigeants à tendre la main et pratiquer une 'démocratie délibérative', dans laquelle les points de vue de tous sont entendus, et des efforts sont déployés pour parvenir à des décisions communautaires qui présentent un avantage mutuel pour tous les segments de la population. La démocratie numérique, par l'intermédiaire de la communication en ligne, n'est pas forcément la panacée pour renforcer la démocratie; mais nous avons déjà vu le fin du fin des nouvelles tendances et techniques qui laissent pressentir le rôle crucial que la démocratie numérique va jouer dans la gestion des villes au 21^e siècle.

Timothy Sisk

Timothy Sisk est le principal auteur de "Democracy at the Local Level : The International IDEA Handbook on Participation Representation, Conflict Management and Governance" ([La Démocratie au niveau local : Manuel d'International IDEA sur la participation, la représentation, la gestion des conflits et la gouvernance](#)) (Stockholm : International IDEA 2001). Il est professeur associé à la 'Graduate School of International Studies', Université de Denver (Etats-Unis).



International IDEA

Tel: +46 8 698 3700, Fax: +46 8 20 24 22

E-mail: info@idea.int

International IDEA, Strömsborg, S-103 34 Stockholm, Sweden

À
propos
du site



- Les Nouvelles d'International IDEA - Automne 2001

International IDEA | La démocratie en marche

SUR LE TERRAIN

- Bienvenue
- Focus
- Opinion
- Sur le Terrain
- En Action
- Transitions
- Publications
- IDEA sur le Web

Nigeria : Dialogue national sur la Réforme constitutionnelle

La réforme constitutionnelle est largement acceptée comme étant la première étape importante vers la démocratisation... ([continue](#))

Les enquêtes d'International IDEA sur les élections en Guyane

"L'équipe d'audit n'a pas été en mesure de trouver la moindre preuve de manipulation délibérée ou de fraude électorale en liaison avec une quelconque erreur ou une activité ayant fait l'objet de cet audit"... ([continue](#))

Timor Oriental : Formation d'officiels pour les élections

Dans la période précédant les élections phares organisées le 30 août au Timor Oriental, les officiels de l'élection locale ont bénéficié d'une formation pratique spécialement élaborée qui, pour la première fois, faisait partie intégrante d'une opération électorale des Nations Unis... ([continue](#))

← page précédente | page suivante →

International IDEA
Tel: +46 8 698 3700, Fax: +46 8 20 24 22
E-mail: info@idea.int
International IDEA, Strömsborg, S-103 34 Stockholm, Sweden

À
propos
du site



– Les Nouvelles d'International IDEA – Automne 2001

International IDEA | La démocratie en marche

DANS L'ACTION

- [Bienvenue](#)
- [Focus](#)
- [Opinion](#)
- [Sur le Terrain](#)
- [En Action](#)
- [Transitions](#)
- [Publications](#)
- [IDEA sur le Web](#)

Conférence sur La Réforme constitutionnelle en Indonésie

Les 16 et 17 octobre, International IDEA a organisé à Jakarta une conférence intitulée Review of Constitutional Institutions to promote Sustainable Democracy and Effective Administration in Indonesia (Etude d'Institutions constitutionnelles pour la Promotion d'une Démocratie Durable et pour une Administration Efficace en Indonésie). L'objectif de la conférence a été d'identifier les défis auxquels l'Indonésie est confrontée, et de lancer un débat sur les domaines cruciaux de la conception et du processus constitutionnels. On vise ainsi à garantir le développement d'un cadre dans lequel une démocratie durable et une administration efficace peuvent prendre racine en Indonésie. Les participants comprendront des experts internationaux d'Asie, d'Afrique et des Etats-Unis partageant les expériences comparatives politiques et constitutionnelles des démocraties émergentes, ainsi que des experts nationaux issus de la société civile indonésienne, de la communauté universitaire et du gouvernement, en vue d'identifier les défis spécifiques lancés à l'Indonésie. La conférence s'inscrit dans le cadre général du programme International IDEA de réforme constitutionnelle en Indonésie, et elle fournira une plus large gamme d'options et de stratégies pour renforcer le processus démocratique dans le pays.

Contact: [Sakuntala Kadirgamar-Rajasingham](#)

Séminaires sur les 'Nations Unies et la Démocratie'

Deux séminaires régionaux sont prévus en octobre / novembre 2001 pour réexaminer et analyser les manières dont les questions de démocratisation ont été abordées dans un certain nombre d'opérations sélectionnées, passées et actuelles, de l'ONU. Le premier, qui sera organisé à Cambridge, en Grande-Bretagne (22-23 octobre), passera en revue l'expérience de l'ONU à Haïti, en Bosnie/Kosovo et au Timor Oriental. Le second, qui sera organisé à Nairobi, au Kenya passera en revue les opérations de l'ONU en Namibie, en Somalie, au Rwanda et en Sierra Leone. Ces séminaires font partie du projet 'Les Nations Unies et la Démocratie', lancé par International IDEA en coopération avec l'Académie Internationale de la Paix et financé par le gouvernement norvégien. Les résultats des séminaires contribueront à préparer une conférence plus vaste prévue en février 2002 à New York sur le même

thème. Ce projet est la suite d'une initiative d'International IDEA prise en 2000 et intitulée 'Démocratie et Coopération Mondiale aux Nations Unies', dont les résultats ont été présentés au Secrétaire Général de l'ONU, M. Kofi Annan, sous la forme d'un document de travail adressé à l'Assemblée du Millénaire de l'ONU.

Contact: [Izumi Nakamitsu-Lennartsson](#)

Séminaire de Formation IDEA-PNUD

Au cours de la décennie passée, le PNUD a constaté une augmentation significative du nombre de demandes de soutien adressées aux parlements. Un séminaire de formation sur le renforcement législatif, destiné au personnel du PNUD, se déroulera au Parlement belge du 22 au 24 octobre ; ce séminaire sera organisé par le Programme Mondial du PNUD pour le Renforcement Parlementaire, en partenariat avec International IDEA. L'objectif général du séminaire de formation est de renforcer la capacité substantielle du PNUD au niveau national pour réagir aux demandes d'assistance dans le domaine du développement législatif . Quelques 60 membres du personnel du PNUD appartenant à plus de 40 bureaux et quartiers-généraux de différents pays participeront au séminaire. Les sujets visés comprendront des questions d'importance cruciale et des questions relatives à la gouvernance émergente, ainsi que les défis liés au renforcement du législatif ; ces sujets seront illustrés par des études de cas et accompagnés par des conseils dispensés dans le cadre de la formation.

Contact: [Dirk Drijbooms](#)

Séminaire sur la Constitutionnalité au Burkina Faso

Le Centre pour la Gouvernance Démocratique (CGD) au Burkina Faso organise une conférence internationale, les 29 et 30 octobre, pour célébrer le 10ème anniversaire de la constitution de 1991 et pour évaluer les principaux défis et les principales opportunités pour continuer la consolidation dans le pays. Les participants comprendront des experts locaux et internationaux ainsi que des partis politiques et des organisations de société civile. Le rapport d'International IDEA Democracy in Burkina Faso (La Démocratie au Burkina Faso) de 1998 sera également réexaminé.

Contact: [Momar Diop](#)

Atelier sur l'Argent et les Politiques démocratiques

Les universitaires de haut rang, ministres du gouvernement, parlementaires, représentants de la société civile et autres encore, des pays du Commonwealth, se réuniront à New Delhi, en Inde, du 21 au 24 novembre pour un atelier intitulé Argent et Politique démocratique. L'atelier est organisé par le Secrétariat du Commonwealth et International IDEA en coopération avec la Commission Electorale de l'Inde et la Confédération des Industries de l'Inde. L'atelier examinera des questions autour de trois thèmes principaux : Argent et Partis Politiques; Argent et Elections; et Argent, Parlement et Exécutif. L'atelier fait partie du programme du Commonwealth "Approfondir la Démocratie", et présentera également le prochain Handbook on Funding of Parties and Election Campaigns (Manuel sur le Financement des Partis et des Campagnes Electorales) d'International IDEA. Cette rencontre de trois jours sera suivie d'une manifestation intitulée "Journée de l'Inde" (24 novembre), pendant laquelle les participants à l'atelier pourront partager les résultats avec un groupe plus étendu de participants indiens. Un rapport sera ultérieurement produit en vue d'une distribution étendue.

Contact: [Maja Tjernström](#)

Géorgie et Caucase du Sud

International IDEA, en partenariat avec des organisations et des particuliers géorgiens et régionaux, a lancé un programme d'"évaluation démocratique par le dialogue" en Géorgie, qui débutera à l'automne 2001. L'objectif d'ensemble du programme consiste à faire progresser la démocratie en encourageant le dialogue politique et en formulant un agenda de réformes démocratiques. Intitulé "Défis pour une démocratie durable", ce programme pose les fondations d'un programme régional plus étendu destiné au Caucase du Sud, pour les trois prochaines années (2001-2004). Une mission exploratoire réalisée auprès du pays au cours du premier semestre de 2001 fait clairement ressortir le message envoyé par la société géorgienne : il faut une réflexion complémentaire sur l'état de la transition démocratique en Géorgie, et l'on doit se recentrer sur les défis les plus importants.

Le projet met l'accent sur le dialogue, qui aboutira à l'élaboration d'un rapport national sur la démocratie. Cette évaluation sera sans aucun doute utile aux démocraties locales et nationales, comme point de référence critique pour formuler des solutions aux défis liés à la démocratie durable en Géorgie. Il aidera également d'autres pourvoyeurs de soutien démocratique à mettre au point des programmes de développement répondant aux véritables besoins de la société.

En septembre 2001, International IDEA a mis sur pied un réseau étendu de parties prenantes au processus démocratique national, et créé un Groupe de contact local composé des partenaires de l'Institut qui interviennent dans la mise en oeuvre du projet. Le Groupe de contact a maintenant identifié ce qu'il considère comme les éléments capitaux du renforcement du développement démocratique dans le pays, et lancé une série de consultations avec des groupes représentatifs d'importance

déterminante au sein de la société géorgienne sur les thèmes prioritaires du Groupe, qui comprennent : la participation politique (minorités, hommes et femmes, partis politiques), le gouvernement local, les processus électoraux, le régionalisme/la coopération interrégionale et la résolution des conflits.

Une brochure sur le projet sera publiée dans peu de temps en anglais, en russe et en géorgien.

Contact: [Armineh Arakelian](#)

Accord :

Un protocole d'accord a été signé a été signé en août entre International IDEA et l'Université pour la Paix, qui est basée au Costa Rica.

Contact: [Izumi Nakamitsu-Lennartsson](#)

[← page précédente](#) | [page suivante →](#)

International IDEA
Tel: +46 8 698 3700, Fax: +46 8 20 24 22
E-mail: info@idea.int
International IDEA, Strömsborg, S-103 34 Stockholm, Sweden

À
propos
du site



– Les Nouvelles d'International IDEA – Automne 2001

International IDEA | La démocratie en marche

TRANSITIONS

- [Bienvenue](#)
- [Focus](#)
- [Opinion](#)
- [Sur le Terrain](#)
- [En Action](#)
- [Transitions](#)
- [Publications](#)
- [IDEA sur le Web](#)

Un nouveau Président pour le Conseil d'Administration

L'ancien Ministre norvégien des Affaires Etrangères, M. **Thorvald Stoltenberg**, a été élu comme nouveau Président du Conseil d'Administration d'International IDEA. Il succède à ce poste à Sir **Shridath Ramphal**, ancien Secrétaire Général du Commonwealth, et Coprésident de la Commission sur la Gouvernance Mondiale.

Nouveaux membres du Conseil d'Administration

En juin 2001, International IDEA a reçu quatre nouveaux membres au Conseil d'Administration. M. **Thomas Carothers**, Vice-président pour les Etudes du Fonds Carnegie pour la Paix internationale, S.E. l'Ambassadeur **Legwaila Joseph Manson John Legwaila** (Botswana), Membre de la Commission Internationale sur l'Intervention et la Souveraineté des Etats, le Dr **Henning Scherf**, Président du Sénat de la Ville libre hanséatique de Brême, et M. **Jos van Gennip**, membre de la Chambre Haute du Parlement des Pays-Bas.

Les membres du Conseil suivants sont arrivés en fin de mandat en juin 2001 :

Sir **Shridath Ramphal** (Président), ancien Secrétaire Général du Commonwealth, et Coprésident de la Commission sur la Gouvernance Mondiale ; le Dr **Adama Dieng**, Greffier du Tribunal International pour le Rwanda ; l'ancien Secrétaire Général de la Commission Internationale des Juristes, Sir **David Steel**, Président du Bureau du Parlement Ecossais et ancien Président de Liberal International, Royaume-Uni ; et le Dr **Erling Olsen**, ancien Président du Parlement danois. Le Dr Olsen a suspendu l'exercice de son mandat au Conseil d'Administration afin d'assumer les fonctions de Secrétaire général Adjoint d'International IDEA.

Paul Risley (Etats-Unis) est entré à l'Institut en septembre 2001 en qualité de responsable principal de l'information (Division de l'Information).

[← page précédente](#) | [page suivante →](#)

International IDEA

Tel: +46 8 698 3700, Fax: +46 8 20 24 22

E-mail: info@idea.int

International IDEA, Strömsborg, S-103 34 Stockholm, Sweden

À
propos
du site



– Les Nouvelles d'International IDEA – Automne 2001

International IDEA | La démocratie en marche

EXTRAIT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

- [Bienvenue](#)
- [Focus](#)
- [Opinion](#)
- [Sur le Terrain](#)
- [En Action](#)
- [Transitions](#)
- [Publications](#)
- [IDEA sur le Web](#)

Démocratie, un monde changé et l'éradication de la pauvreté

Il est impossible de réfléchir aux défis auxquels International IDEA doit faire face aujourd'hui sans méditer sur les attentats terribles du 11 septembre à New York et Washington. Nous pleurons la perte de milliers de victimes innocentes de cette terreur et nous essayons tous de réfléchir sur les enseignements qui peuvent en être tirés, et sur ce que nous pouvons mettre en œuvre pour veiller à ce que ces attaques terribles ne se reproduisent plus.



Bengt Sæve-Söderbergh, Secrétaire Général, International IDEA

Ces attaques brutales sont une agression directe envers les idéaux d'une société ouverte. Le terrorisme est un acte de violence visant directement les institutions de la démocratie. En tant que société, nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour protéger la démocratie. Mais nous devons aussi réfléchir sur ce qui pourrait être fait dans ces régions du monde où les êtres humains ne profitent toujours pas des fruits de la démocratie.

La dernière décennie a été le témoin d'une prise de conscience croissante de l'importance de la démocratie et de la démocratisation en encourageant le développement mondial et en lançant le défi de l'éradication de la pauvreté. Aujourd'hui, le rôle de la démocratie dans le développement est reconnu et l'utilisation des modalités et des conditions de la démocratie fait partie intégrante des objectifs de développement formulés au niveau international. Certes, la relation entre démocratie et pauvreté constitue actuellement un élément clé de la discussion sur les méthodes d'amélioration des politiques de développement mondial. Grâce au travail d'International IDEA dans les pays en développement, nous identifions la relation significative entre l'avancement des principes démocratiques et le développement d'une nation donnée. Beaucoup reste encore à faire et l'un des rôles importants d'International IDEA à l'avenir est d'établir le bien-fondé de l'acceptation universelle du rôle de la démocratie dans le développement mondial.

Avec la fin de la guerre froide et la résurgence des politiques dictées par le marché dans la pratique des organismes de développement internationaux, le rôle de la démocratie a également acquis régulièrement une importance accrue dans les politiques de développement. Il y a dix ans seulement, la Banque Mondiale a été la première à appliquer le concept de gouvernance dans l'énumération des critères pour le développement dans son rapport sur l'Afrique. Que signifie le terme gouvernance pour la Banque Mondiale ? Dans ce rapport, le terme signifiait la suprématie de la règle de droit, la transparence et l'obligation de rendre des comptes. Ces concepts étaient considérés comme fondamentaux pour le succès de la privatisation et des manières d'aborder le marché qui étaient appliqués à l'époque aux pays transformant leurs économies d'Etat auparavant planifiées. Aujourd'hui, il existe une liste croissante de termes inclus dans le concept de développement international de gouvernance, un mot qui était encore une nouveauté dans les sphères du développement au début de la dernière décennie. La Banque Mondiale n'utilise toujours pas le "mot commençant par un D" -- démocratie - comme l'une de ses conditions de gouvernance. Pour la Banque Mondiale, gouvernance signifie efficacité et éventuellement représentation mais, pour le moment, ce terme n'inclut pas les valeurs démocratiques.

Les Nations Unies sont plus proches, en particulier lorsque le Secrétaire Général, Kofi Annan, prend la parole. Gouvernance est actuellement un concept boiteux encore considéré par trop d'organismes de développement comme l'aspect technique de critères concernant un projet, et pas encore comme la partie intégrante d'une politique de développement en soi. Avec l'instauration de la démocratie dans l'arène du développement, il est de plus en plus accepté que les questions relatives au développement ne sont pas simplement techniques, mais aussi politiques.

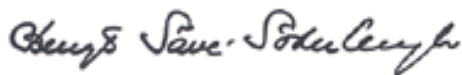
Dans son dernier livre, "Development as Freedom" ("Le Développement, signe de liberté"), le lauréat du Prix Nobel, Amartya Sen écrit que les institutions démocratiques "ne peuvent pas être considérées comme de simples mécaniques pour le développement." En fait, écrit Sen, "développer et renforcer un système démocratique est un élément essentiel des processus de développement."

Sen a brillamment démontré que les famines ne se produisent pas dans les pays qui ont des valeurs démocratiques et des institutions solides. Une presse libre, une assemblée constituante, des élections régulières et d'autres institutions démocratiques sont indispensables pour proposer des choix éclairés pour le pays, pour ses gouvernants, pour le peuple. Ainsi, la démocratie n'éradique pas par elle-même la pauvreté, mais elle peut créer un environnement propice qui apporte les éléments indispensables pour une société ouverte, avec la transparence, l'obligation de rendre compte et des échanges d'informations honnêtes qui facilitent ainsi la tâche pour mettre fin à une famine.

Ces approches n'étaient pas habituelles il y a une dizaine d'années. Autrefois, il était plus ou moins considéré comme évident que les pays pauvres devaient être gouvernés de manière plus autoritaire que les pays riches. Maintenant, avec les écrits de Sen et d'autres, et peut-être aussi avec l'avènement de la révolution de

l'information, cette perspective a entièrement changé. Actuellement, la performance d'un gouvernement consistant à mettre en avant une bonne gouvernance et à établir une démocratie est considérée comme la clé permettant de parvenir à de bons résultats dans le développement de n'importe quel pays. De la même manière, les banques de développement ont épousé le concept de la participation locale et civique. Des concepts tels que "propriété" et "renforcement de l'autonomie" -- termes pratiquement inconnus il y a dix ans -- sont désormais au cœur des descriptions des projets de développement proposées dans le monde entier.

Néanmoins, il reste encore beaucoup de pain sur la planche. A International IDEA, nous continuerons à remettre en question les notions anciennes de développement, et à insister pour que les organismes de développement reconnaissent la démocratie comme une valeur universelle, et comme un état de développement souhaité, et pas simplement comme un outil mécanique d'un processus.



Bengt Säve-Söderbergh
Secrétaire Général
International IDEA

[← page précédente](#) | [page suivante →](#)

International IDEA
Tel: +46 8 698 3700, Fax: +46 8 20 24 22
E-mail: info@idea.int
International IDEA, Strömsborg, S-103 34 Stockholm, Sweden

À
propos
du site



- Les Nouvelles d'International IDEA - Automne 2001

International IDEA | La démocratie en marche

FOCUS: Démocratie et conflits profondément enracinés : Les défis de la Colombie

- [Bienvenue](#)
- [Focus](#)
- [Opinion](#)
- [Sur le Terrain](#)
- [En Action](#)
- [Transitions](#)
- [Publications](#)
- [IDEA sur le Web](#)

International IDEA (International Institute for Democracy and Electoral Assistance) a récemment publié une édition en langue espagnole de son Manuel *Démocratie et Conflits profondément enracinés : Options pour les négociateurs* (*Democracia y Conflictos Profundamente arraigados. Opciones para la Negociación*). Ce nouveau Manuel a été lancé en août 2001 en Colombie. Outre une traduction de la version [originale en anglais](#), l'édition espagnole comprend de nouvelles études de cas et des thèmes qui revêtent une importance particulière pour l'Amérique Latine.

Perspective de l'Amérique Latine

Le Manuel souligne les particularités régionales des différents processus de paix qui ont été engagés en Amérique Latine. La plupart ont été lancés dans le contexte d'une 'troisième vague' de démocratisation, après des négociations longues et prolongées, un nombre significatif de blessés et un degré élevé de souffrances parmi la population civile. Dans la plupart des cas, l'effondrement de l'Union Soviétique a aussi ajouté une dimension supplémentaire aux conflits en cours, en obligeant les groupes de guérilla à trouver des sources de financement alternatives, ce qui a suscité à son tour une nouvelle dynamique de conflit.

Tel a été le cas en Colombie, le seul conflit interne à un Etat dans la région, où il n'y a toujours pas de règlement négocié, et où les groupes de guérilla ont fait appel au trafic de drogue pour financer leurs opérations militaires, ce qui n'a fait que compliquer davantage ce conflit armé. Le Manuel montre comment, dans la plupart des cas - en particulier au Salvador, au Nicaragua et au Guatemala - seule l'impossibilité des deux parties à remporter la lutte par des opérations militaires les a poussés à travailler vers un règlement négocié : un règlement dont le succès dépend étroitement, dans la plupart des cas, du soutien de la communauté internationale.

En tandem avec les spécificités régionales, le message central du Manuel d'origine - concernant la nécessité d'un processus de paix durable et d'un règlement négocié, qui doivent être enracinés dans des institutions véritablement démocratiques aptes à agir efficacement contre les causes fondamentales des conflits - est au cœur des préoccupations. Et en l'Amérique Latine, la pauvreté et les très fortes inégalités sont des aspects particulièrement dramatiques des causes fondamentales de conflit.

Des personnalités importantes d'Amérique Latine ayant joué un rôle ou un autre, ou participé à la résolution des conflits dans les pays individuels ou dans la transition vers la démocratie, ont contribué à l'analyse présentée dans le Manuel. Par conséquent, le Salvador, le Nicaragua et le Guatemala ont été spécialement pris en compte dans l'édition espagnole. Les autres aspects régionaux du Manuel comprennent :

- une analyse thématique des commissions de vérité
- l'administration électorale
- les systèmes électoraux
- un aperçu régional des principales leçons apprises des différents processus de paix qui donne tout son poids à la nature spécifique et aux caractéristiques des conflits internes à un Etat qui ont eu lieu en Amérique Latine dans les 20 dernières années.



Photo: Pontificia Universidad Javeriana

le Ministre de l'Intérieur colombien Armando Estrada Villa

Le lancement officiel du Manuel a eu lieu le 27-28 août 2001 à Bogota, en Colombie, à l'occasion du Forum organisé conjointement par International IDEA avec Universidad Javeriana, Universidad Sergio Arboleda, Universidad de la Paz (UPEACE) et sponsorisé par le Bureau des Hauts Commissaires pour la Paix, le Ministre de l'Intérieur, les journaux colombiens El Tiempo et Semana et la Swedish International Development Agency. Le Forum, intitulé 'Défis pour l'instauration de la Paix', a eu comme orateur principal le Ministre de l'Intérieur colombien Armando Estrada Villa, et a bénéficié de la participation d'un grand nombre d'experts colombiens et internationaux. Ce Forum a

été à la fois l'occasion de réfléchir sur le conflit colombien selon une perspective comparative, et d'examiner de quelle manière un outil tel que le Manuel de International IDEA sur la 'Démocratie et les Conflits profondément enracinés' peut être utilisé dans la pratique par tous ceux qui travaillent en vue de la résolution d'un conflit spécifique.

Accent mis sur la Colombie

La guerre interne en Colombie a commencé il y a 40 ans. Aujourd'hui, ce conflit sans précédent et extrêmement complexe a acquis de nouvelles dimensions qui constituent une grave menace à la stabilité régionale. Un processus de paix a débuté il y a trois ans, lorsque le Président Andrés Pastrana a pris le pouvoir après avoir remporté une élection dont le principal programme électoral avait été la perspective de règlements de paix avec les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC) et l'Armée de Libération Nationale (ELN).

Maintenant, après trois ans d'un processus de paix naissant et sans espoir d'atteindre un règlement final dans un futur proche, les négociations sont arrivées à un point mort, à la fois avec les guérillas FARC - qui contrôlent un territoire grand comme la Suisse, qui leur avait été donné par le gouvernement pour les inciter à entamer des négociations - et l'ELN, avec lequel elles n'ont jamais réellement démarré. Puisque la Colombie est à la veille d'élections générales durant le premier semestre de 2002 et que les différents candidats à la présidentielle paraissent mettre en doute la viabilité du processus de paix en cours et font allusion à la possibilité de recourir à une opération militaire plutôt qu'à des solutions négociées, la nécessité d'une attention soutenue au conflit colombien de la part de la communauté internationale devient de plus en plus cruciale.

Durant le lancement du Manuel, le Secrétaire Général d'International IDEA, Bengt Säre-Söderbergh, a fait remarquer que le Président Pastrana avait fait preuve d'un 'grand courage' en essayant de faire avancer le processus de paix. Il a fait également remarquer 'qu'il [le Président Pastrana] l'avait fait en étant convaincu de ce qu'une paix durable ne peut être instaurée que par un processus politique de négociation.' A l'ouverture de la session actuelle de négociations, il a continué en déclarant 'qu'il y avait de vifs espoirs d'un succès rapide'. Il conclut en déclarant qu'on pouvait en tirer comme enseignement que ce processus 'prend plus de temps et demande plus de patience qu'on aurait pu le croire initialement.'

En s'adressant au Forum de Bogota, le Ministre de l'Intérieur colombien a aussi souligné la nécessité de faire preuve d'une très grande patience, de tolérance, et de dialogue et d'une profonde compréhension des réalités colombiennes, et a fait valoir le besoin de rechercher une alternative, avec des méthodes non-violentes, pour résoudre le conflit.

Durant le Forum, des questions cruciales pour la compréhension des conflits colombiens et du processus de paix en cours ont également été examinées par des experts internationaux et nationaux. Elles comprennent : le rôle de la drogue et des profits de la drogue dans le conflit; les réactions sociales à la violence; le rôle des Forces Armées; le processus de paix et le 'Plan Colombie'; les médias; et le rôle de la communauté internationale dans la construction et la consolidation de la paix. Les différents candidats à la présidentielle aux prochaines élections générales en Colombie ont aussi participé pendant le Forum à une discussion sur le problème considéré comme étant le plus important en ce moment à l'ordre du jour national.

Jan Egeland, Envoyé Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies en Colombie, et d'autres experts internationaux ont fait valoir un certain nombre de conditions qui devront être remplies pour que le processus de paix colombien progresse réellement : la nécessité d'une volonté réelle de parvenir à des règlements négociés entre les parties; la participation d'un 'interlocuteur' légitime; une très grande discrétion et tolérance; la nécessité de considérer le processus de paix comme étant une politique d'Etat; et la conviction de l'impossibilité de résoudre le conflit par des moyens militaires.

'Instaurer la paix en Colombie est la responsabilité du peuple de Colombie. Les problèmes auxquels la Colombie doit faire face sont uniques à de nombreux égards, mais il est certainement possible d'apprendre d'autres pays comment ils ont instauré la paix et la démocratie malgré les horreurs de la guerre qui ont déchiré leur pays', a souligné le Secrétaire Général d'International IDEA.

Le Forum s'est aussi préoccupé de cas présentés dans le Manuel par des experts internationaux tels qu'Ana Guadalupe Martinez, Directeur de l'Institut pour un Nouveau Salvador, Rodolfo Parker, ex-Coordinateur du Bureau pour la Mise en oeuvre des accords de Paix du Salvador, Lord John Alderdice, Président du Parlement d'Irlande du Nord, Rodrigo Asturias, membre de l'Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca (URNG) et participant au processus de paix au Guatemala, et le général en retraite Joaquin Cuadra, ancien patron des Forces Armées du Nicaragua.

Le manuel d'International IDEA sur :

Democracy and Deep-rooted Conflict : Options for Negotiators

Démocratie et Conflit profondément enraciné : Options pour les négociateurs

Publié en 1998, ce Manuel montre comment structurer les négociations et concevoir les institutions démocratiques qui répondent aux besoins et aux intérêts réels des parties en conflit. Il fournit des conseils pratiques pour les responsables de l'élaboration des politiques et pour les leaders politiques dans les sociétés se relevant d'un conflit, et présente toute une série d'options auxquelles on peut faire appel pour instaurer une paix durable.

Elaboré à l'intention de tous ceux qui négocient des règlements de paix, le Manuel fournit une vue d'ensemble complète des leviers de la démocratie - tels que les formules de partage du pouvoir, les questions de fédéralisme et d'autonomie, les options pour une réforme électorale, quand utiliser les commissions de vérité, les mécanismes de justice transitoire, les méthodes de préservation des droits des minorités, les garanties constitutionnelles et beaucoup d'autres. Le Manuel analyse les règlements négociés actuels de pays comme la Bosnie, Fiji, l'Irlande du Nord, le Guatemala, le Sri Lanka, la Papouasie Nouvelle Guinée et l'Afrique du Sud.

[*Démocratie et Conflit profondément enraciné : Options pour les négociateurs*](#) a été rédigé par des experts internationaux et des négociateurs expérimentés. Conçu pour être une source de référence rapide, il fournit une multitude d'exemples pratiques, de menus d'options, de fiches signalétiques et d'études de cas pour tous ceux qui participent aux négociations pour la résolution d'un conflit. C'est aussi une aide didactique et un outil de référence pour les analystes politiques, les universitaires, les étudiants et les journalistes.

International IDEA

Tel: +46 8 698 3700, Fax: +46 8 20 24 22

E-mail: info@idea.int

International IDEA, Strömsborg, S-103 34 Stockholm, Sweden

À
propos
du site